

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

**2025-021 – ACCORD-CADRE  
CONTROLE TECHNIQUE DE LA CONSTRUCTION -  
COORDINATION SPS**

**LOT N°1 :  
CONTROLE TECHNIQUE DE LA CONSTRUCTION**

Marché public de service à procédure formalisée,  
passé en application des articles L.2124-1, R.2124-  
1, L.2124-2, R.2124-2 1° et l'article L.2125-1 1° du  
Code de la Commande Publique.

## Sommaire

---

<b>Article 1. Objet de l'accord cadre et des prestations du Lot 01.....</b>	<b>3</b>
<b>Article 2. Référentiel d'Intervention .....</b>	<b>3</b>
2.1 Maître d'ouvrage .....	3
2.2 Autres acteurs .....	3
2.3 Lieux d'exécution des prestations .....	3
2.4 Patrimoine concerné.....	4
2.5 Types et catégorie ERP .....	4
2.6 Textes de référence.....	4
<b>Article 3. Missions confiées au Titulaire .....</b>	<b>5</b>
3.1 Généralités.....	5
3.2 Champs d'intervention technique .....	6
3.3 Missions confiées.....	6
3.4 Exclusions.....	8
<b>Article 4. Modalités d'exécution générale des prestations.....</b>	<b>9</b>
4.1 Conditions d'intervention .....	9
4.2 Information du maître d'ouvrage.....	10
4.3 Engagement du Titulaire.....	10
4.4 Compétences requises .....	10
4.5 Substitution .....	11
<b>Article 5. Modalités d'intervention .....</b>	<b>11</b>
5.1 Engagement du maître d'ouvrage .....	11
5.2 Phases de projet .....	11
5.3 Réunions de chantier / visites inopinées .....	14
5.4 Livrables .....	14
<b>Article 6. Contenu des missions .....</b>	<b>16</b>
6.1 Les missions de base.....	16
6.2 Les missions complémentaires normalisées .....	18
6.3 Les missions particulières .....	22
<b>Article 7. Description des prestations .....</b>	<b>25</b>
7.1 Livrables .....	25
7.2 Les vérifications techniques .....	31
7.3 Diffusion des documents .....	33
<b>Article 8. Annexes .....</b>	<b>34</b>

## **Article 1. Objet de l'accord cadre et des prestations du Lot 01**

---

**Le présent accord-cadre porte sur des prestations intellectuelles de contrôle technique de la construction (CTC) et de coordination de sécurité et protection de la santé (CSPS), à réaliser sur les sites de l'Université de Paris Nanterre.**

**Ce CCTP détaille les clauses techniques particulières des prestations à réaliser au titre du lot 01 : contrôle technique de la construction.**

**Les prescriptions administratives propre au marché sont détaillées dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à l'ensemble des lots relevant de l'accord-cadre.**

Le Titulaire s'engage à exécuter le ou les prestations telles qu'elles sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (« CCTP »), selon les règles de l'art et la réglementation en vigueur, et dans le respect des clauses administratives applicables.

## **Article 2. Référentiel d'Intervention**

---

### **2.1 Maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage est l'Université de Paris Nanterre - 200 Av. de la République, 92000 Nanterre.

Dans le cadre de ce marché, la maîtrise d'ouvrage est représentée par la Direction du Patrimoine en charge de l'exploitation du site. Elle est composée de 2 services qui pourront chacun mobiliser le Titulaire dans leur **domaine de compétences spécialisées** :

- Pôle maîtrise d'ouvrage ;
- Service Exploitation maintenance.

Un interlocuteur référent technique de la Direction du Patrimoine sera désigné pour chaque projet.

Le titulaire pourra également être sollicité par les chargés d'opérations rattachés au Service Commun de la Documentation ainsi à l'IUT de Ville d'Avray et Saint Cloud.

### **2.2 Autres acteurs**

Le Titulaire accepte au titre de sa mission de travailler en parfaite collaboration avec les autres intervenants dans l'acte de réhabilitation, de rénovation ou de construction, ou dans l'exploitation des équipements (maître d'œuvre, assistant à maître d'ouvrage, bureau d'études, coordonnateur SPS, entreprises...). Le Titulaire sera habilité et souverain à solliciter de ces acteurs tout document, tout essai pouvant éclairer ses décisions et faciliter la mission de contrôle technique.

D'autres Directions de l'Université pourront être amenée à intervenir dans le cadre des projets ou des travaux : Direction des ressources informatiques (DRI), Direction de la Sûreté et de la Sécurité (DSSI), Direction de la logistique (DALOE) etc. Ces derniers acteurs seront coordonnés par la Direction du Patrimoine qui sera le seul interlocuteur habilité à piloter l'accord-cadre.

### **2.3 Lieux d'exécution des prestations**

Les prestations concernent des opérations de réhabilitation ou de rénovation ou de construction neuve pour l'ensemble du patrimoine immobilier de l'Université de Paris Nanterre.

Les prestations ont lieu sur les sites de :

- Université Paris-Nanterre : 200 avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex
- IUT campus de Ville d'Avray : 50 rue de Sèvres, 92410 Ville D'Avray
- IUT campus de Saint-Cloud : 11 Avenue Pozzo-di-Borgo 92210 Saint Cloud

## **2.4 Patrimoine concerné**

La faculté des lettres et sciences humaines de Nanterre fut instituée au début des années 1960 dans le but de désengorger la Sorbonne, alors confrontée à une surcharge croissante. Devenue Université Paris X en 1970, l'université proposait quatre sections : lettres classiques et modernes, langues vivantes, histoire et géographie, philosophie et sciences humaines. Grâce à l'ouverture des facultés de droit et d'économie, l'institution a vu son nombre d'étudiants dépasser les 20 000 à la fin des années 1960.

Aujourd'hui, l'UPN s'affirme comme une institution universitaire de premier plan en Île-de-France, en accueillant plus de 35 000 étudiants. L'Université Paris Nanterre dispense un large éventail de formations allant de la licence au doctorat, elle propose 90 parcours en Licence et BUT, plus de 180 parcours en Master, et plus de 100 parcours en apprentissage. L'Université Paris Nanterre s'est toujours engagée dans l'innovation, et a affirmé son rôle social en soutenant la promotion sociale de ses étudiants et en offrant une analyse critique de la société et de ses évolutions. Elle est située dans un secteur en pleine dynamique de transformation à l'ouest de Paris. Les formations sont réparties sur trois sites dans les Hauts-de-Seine : le campus principal de Nanterre, le site de Ville-d'Avray et le site de Saint-Cloud.

Avec ses 43 unités de recherche, dont 13 unités mixtes de recherche CNRS, les six écoles doctorales regroupant 1 300 doctorantes et doctorants, ainsi que deux Écoles Universitaires de Recherche (EUR), Artec et HED, et deux Laboratoires d'Excellence (Labex), l'UPN se distingue par son engagement en recherche de haut niveau et en formation continue.

Le campus de Nanterre se distingue par ses infrastructures exceptionnelles dédiées aux activités sportives, culturelles et scientifiques. Il abrite des institutions prestigieuses telles que La Contemporaine, une bibliothèque, des archives et un musée des mondes contemporains, ainsi que la Maison des Sciences de l'Homme-Mondes et le théâtre Bernard-Marie Koltès. Le campus comprend également une Maison de l'Étudiant.e, plus de 80 associations étudiantes, ainsi que des infrastructures sportives remarquables offrant plus de 50 activités sportives. Le patrimoine construit de l'Université traduit cette histoire riche et remarquable, architecturalement ancrée dans l'histoire de la deuxième partie du XXème siècle.

Le site principal de Nanterre s'étend sur 28,7 ha et regroupe 25 des 36 bâtiments de l'Université.

Les plans des sites sont joints en annexe 2 à 4.

## **2.5 Types et catégorie ERP**

Le patrimoine de l'université comprend des ERP de catégories et de type variés (L, N, R, S, T, W, Y...), ainsi que des locaux Code du travail. Ils sont recensés à l'annexe 1 du présent CCTP.

## **2.6 Textes de référence**

Le contrôleur technique intervient, dans les conditions fixées par le CCTG-CT, pendant la conception et la réalisation de l'ouvrage, dès notification de l'ordre de service et/ou bon de commande prescrivant le début des prestations jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement.

Il est rappelé que le contrôleur technique sera soumis à l'ensemble des dispositions législatives, réglementaires et normatives applicables aux missions qui lui sont confiées. Les missions s'exécuteront notamment conformément aux dispositions des textes suivants :

- Directive européenne n°350/2011 du Parlement européen et du conseil du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de constructions.
- Loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée par la Loi n° 89-1014 du 31 décembre 1989, relative aux responsabilités et assurance dans le domaine de la construction ;
- Décret n° 78-1146 du 7 décembre 1978, relatif à l'agrément des Contrôleurs Techniques et contrôle technique obligatoire ;
- Articles L 111-23 à L 111-26 et R 111-29 à R 111-42 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH);
- Décret n° 99-443 du 28 mai 1999, relatif au CCTG applicable aux marchés de contrôles techniques ;
- Norme NFP 03-100, relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction ;
- Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) ;
- Code Civil, articles 1792 et suivants relatifs à la garantie décennale des constructeurs ;
- Code des Assurances, article L. 241-1, relatif à l'obligation d'assurance.

Textes techniques à caractère normatif suivants :

- Normes françaises homologuées ;
- Règles et prescriptions des documents techniques unifiés (DTU) ;
- Avis techniques, agréments européens et appréciations techniques d'expérimentation (ATEX) ;
- Règles professionnelles dans les domaines non couverts par les textes précités telles que définies à l'article 2-4 de la norme NFP 03-100.

Toute modification législative ou réglementaire relative au contrôle technique lors des opérations de bâtiment devra être prise en compte par le Titulaire qui adaptera en conséquence le contenu de sa mission. Les prestations induites par ces modifications sont réputées couvertes par le prix global et forfaitaire du présent marché sauf à ce que lesdites modifications en bouleversent véritablement l'économie.

Le Titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, relatives aux opérations de construction publique. La liste présentée ci-dessus n'a pas de caractère d'exhaustivité.

## **Article 3. Missions confiées au Titulaire**

---

### **3.1 Généralités**

La mission confiée au Titulaire s'intègre dans la démarche de conduite d'opération du Maître d'ouvrage, l'université Paris Nanterre, qui pilote des études de programmation, des appels d'offre, des études de conception, jusqu'à la réalisation de l'ouvrage suivie de phase d'exploitation et de maintenance.

- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières vise ainsi à fixer les éléments de missions et les rendus attendus pour le présent lot. Il vise les missions de prestations intellectuelles relatives aux travaux programmés, de l'Université de Paris Nanterre, sur la durée de l'accord cadre.

- Toute modification législative ou réglementaire relative au contrôle technique lors des opérations de bâtiment devra être prise en compte par le Titulaire qui adaptera en conséquence le contenu de sa mission. Les prestations induites par ces modifications sont réputées couvertes par le prix global et forfaitaire du présent marché sauf à ce que lesdites modifications en bouleversent véritablement l'économie.

**Avertissement :** *L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que certaines missions seront demandées en complément de celles dictées par les textes précédemment cités, ce sont des missions particulières qui sont listées ci-après. Préalablement à toute intervention, le Titulaire prendra connaissance de tous les documents relatifs à l'opération dont il aura besoin pour exécuter les prestations confiées.*

### 3.2 Champs d'intervention technique

L'ensemble des missions s'applique au champ suivant :

- **L'équipement :**
  - Les ouvrages de viabilité de l'équipement (réseaux divers et voiries y compris des couches d'usure de chaussées et des voies piétonnières) ;
  - Les ouvrages d'infrastructure et superstructure de l'équipement ;
  - Les ouvrages de clos et couvert de l'équipement ;
  - Les éléments de l'équipement indissociablement liés ou non aux ouvrages énumérés ci-dessus (ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques, portes motorisées, chauffage, conditionnement d'air, ventilation mécanique contrôlée, plomberie, réseau d'alimentation en eau, réseau d'évacuation, fluides spéciaux, traitements hydrauliques spéciaux, installations électriques, portiers électroniques, contrôles d'accès, antennes collectives, éclairages normaux, éclairage de secours, etc.).
- **Provisoire :**
  - Certains ouvrages provisoires liés aux travaux, et particulièrement ceux destinés aux usagers de l'université et aux piétons : rampes, plateformes...

Les travaux de bâtiment visés peuvent être réalisés avec ou sans permis de construire, avec ou sans maître d'œuvre privé. Les travaux conduits par le pôle exploitation peuvent également comprendre ou non une action de bâtiment, avec ou sans maître d'œuvre privé.

Tous les moyens et modalités décrits dans le présent document ou tous les documents qui y sont cités ne sont que des moyens minimaux nécessaires au Titulaire pour satisfaire à ses obligations. Le respect de ces moyens ne peut suffire au Titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière.

### 3.3 Missions confiées

Les missions susceptibles d'être confiées aux attributaires de l'accord-cadre par bons de commande sont :

- Des missions de base obligatoires normalisées
- Des missions complémentaires normalisées
- Des missions particulières

L'ensemble des missions envisagées figurent dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement du marché.

Toutes les missions s'inscrivent dans le champ d'intervention précisé à l'article « Champ d'intervention technique » qui précède.

Le descriptif des missions, précisé à l'article « Contenu des missions », reprend les examens minima prévus par la norme NFP 03- 100 et le CCTG CT.

*a. Missions de base obligatoires normalisées*

Les missions de base visées à l'article 7 du CCTG-CT sont définies dans l'annexe A à la norme NFP 03-100. Elles sont au nombre de deux :

<b>Mission L</b>	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
<b>Mission S</b> <b>Mission SEI</b> <b>Mission STI</b>	Conditions de sécurité des personnes dans les constructions Sécurité des personnes spécifique au ERP et IGH Sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels

*b. Missions complémentaires normalisées*

Ces missions visées à l'article 8 du CCTG-CT, sont définies dans l'annexe A au CCTG-CT et à l'article 5.3 de la norme NFP 03-100. Pour le présent accord-cadre, les missions complémentaires susceptibles d'être confiées aux attributaires sont les suivantes :

<b>Mission Hand</b>	Accessibilité des constructions aux personnes handicapées
<b>Mission P1</b>	Solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
<b>Mission F</b>	Fonctionnement des installations
<b>Mission Ph</b>	Isolation acoustique des bâtiments
<b>Mission Th</b>	Isolation thermique et aux économies d'énergie
<b>Mission LE</b>	Solidité des existants
<b>Mission Av</b>	Stabilité des avoisinants
<b>Mission GTB</b>	Gestion technique du bâtiment
<b>Mission ENV</b>	Environnement
<b>Mission HYS</b>	Hygiène et santé dans les bâtiments
<b>Mission CO</b>	Coordination des missions de contrôle

*c. Missions particulières*

Les attributaires de l'accord-cadre seront susceptibles de procéder à des missions particulières, non prévues dans le CCTG-CT ou la norme NFP 03-100. Une liste, non exhaustive, de ces missions est présentée ci-dessous. Dans le cadre des marchés subséquents, d'autres missions sont susceptibles d'être demandées et sont alors précisées dans la fiche détaillée de l'opération.

<b>Mission PV</b>	Récolement des P.V. d'essais des équipements et avis sur ces PV
<b>Mission FC</b>	Fonctionnement des installations de génie climatique (complémentaire à mission F)
<b>Mission VIEL</b>	Relative à la vérification initiale des installations électriques
<b>Mission</b>	Vérification de la conformité des installations électriques

<b>CONSUEL</b>	
<b>Mission Att-HAND</b>	Attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées
<b>Mission DEM</b>	Solidité des ouvrages avoisinants en cas de démolition d'ouvrage existant
<b>Mission ACE</b>	Continuité des Moyens de Communications Radioélectriques au sein des ERP
<b>Mission CABL</b>	Vérification des précâblages informatiques et téléphoniques

*d. Mission de conseil*

Cette prestation correspond à la participation à une réunion, une visite ou un entretien, incluant la rédaction d'un compte-rendu. Elle s'entend en dehors des missions normalisées ou particulières figurant ci-avant confiées au Titulaire dans le cadre d'une opération spécifique, et s'effectue sur la base des prix unitaires du présent marché.

### 3.4 Exclusions

L'intervention du contrôleur technique ne porte ni sur la sécurité et la santé des personnes pendant toute la durée des travaux ni sur la sécurité des matériels utilisés par les entreprises tels que grues, engins de chantier, échafaudages, ...

Le contrôleur technique ne procède pas aux vérifications de l'implantation ou des mètres des ouvrages et éléments d'ouvrage, ni des cotes relatives à leur périmètre, verticalité, horizontalité ou caractéristiques dimensionnelles afférents à la conception architecturale et fonctionnelle de l'ouvrage.



## Article 4. Modalités d'exécution générale des prestations

---

**Avertissement :** Les nuisances acoustiques sont incompatibles avec l'usage de transmission des locaux ce qui induit une dissociation des activités de travaux avec les activités universitaires. L'université réalise la plupart des travaux importants pendant les vacances universitaires et notamment pendant la période estivale. Des travaux peuvent également se réaliser en site occupé.

Le Titulaire s'engage à pouvoir assumer une présence continue et garantir la parfaite exécution d'à minima deux missions conduites en parallèle durant la période estivale universitaire (soit sur les mois de juillet et août).

### 4.1 Conditions d'intervention

Le contrôleur technique intervient, dans les conditions fixées par le **CCTG-CT**, pendant la conception, la réalisation de l'ouvrage et jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement.

Pour chaque opération, le Titulaire doit, dans l'exécution des missions ci-après définies, tenir compte des contraintes propres au chantier à réaliser en milieu occupé ou libre. Les travaux impliqueront en effet une méthodologie de travail et des contraintes techniques particulières en fonction de l'occupation du chantier.

Tout au long de sa mission, le contrôleur technique conseillera la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre, sans pour autant remédier directement aux non-conformités.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- Le contrôleur technique devra solliciter auprès du Maître d'ouvrage et du maître d'œuvre les documents qu'il juge nécessaire pour mener à bien ses missions dès la notification du bon de commande de chacun des marchés subséquents ;
- **En cours d'étude ou de réalisation, si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de les demander directement en temps nécessaire à l'émetteur des documents, d'en informer la Maîtrise d'œuvre et d'alerter le Maître d'Ouvrage si la demande n'a pas été suivie d'effet ;** L'absence non signalée de documents ne pourra être évoquée comme justifiant un retard dans la remise des pièces prévues au titre de la mission du contrôleur technique ;
- Pour le pilotage du marché, le Maître d'ouvrage dispose d'un interlocuteur unique référent au sein du bureau de contrôle technique (BCT) qui se charge de la coordination des intervenants et s'assure du respect des délais ;
- Il disposera d'une grande autonomie dans l'exécution de ses missions, autonomie qui ne doit pas se traduire par une certaine distance du Titulaire vis-à-vis des protagonistes de l'opération (maîtrise d'œuvre et entreprises notamment...).
- Il fera en sorte de se tenir soigneusement informé de l'avancement des études et du calendrier de réalisation des travaux de façon à proposer son assistance aux acteurs auxquels il a adressé des observations, et ceci de sa propre initiative, dans des délais compatibles avec le déroulement optimal des missions desdits intervenants (maître d'œuvre, entreprises).
- Autrement dit, pendant toute la durée des études de conception, il provoquera des réunions avec la maîtrise d'œuvre autant que de besoin pour éclairer et fiabiliser sa mission, mais aussi viser à commenter ses observations et à faire en sorte qu'elles puissent être intégrées dès que possible.
- Il participera aux réunions de travail et aux réunions de chantier.

- Si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, et après avoir adressé une demande restée sans réponse directement auprès de l'émetteur des documents comme indiqué ci-avant, il est tenu de le signaler par écrit sans délai au Pouvoir Adjudicateur ;
- La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler par écrit sous **dix (10) jours ouvrés** au Pouvoir Adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires, sans que ceux-ci ne soient à sa charge ;
- les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet.

#### 4.2 Information du maître d'ouvrage

Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signalés au maître d'ouvrage et à tous les acteurs intéressés (maître d'œuvre et entreprises).

Le Pouvoir Adjudicateur du présent marché prendra les dispositions nécessaires pour :

- Informer, dès l'origine, les autres intervenants sur l'opération de l'existence du présent contrat;
- Donner au contrôleur technique une copie du permis de construire et/ou autre dossier d'autorisation administrative.

Le contrôleur technique sera en particulier tenu de conseiller et d'alerter le maître de l'ouvrage sur l'ensemble des missions faisant parties du présent marché, que ce conseil soit de son fait ou demandé par le maître de l'ouvrage.

Les opérations de travaux sont habituellement pilotées par une maîtrise d'œuvre externe. Toutefois le contrôleur technique pourra être amené à travailler ponctuellement avec les équipes d'ingénierie interne de l'université, notamment pour du GER.

Les avis seront nécessairement transmis par mail, sur la boîte mail du référent qui aura été désigné au Titulaire en début d'opération. **Leur numéro suivra la chronologie d'édition.**

#### 4.3 Engagement du Titulaire

Le Titulaire s'engage à répondre à ses obligations contractuelles à compter de la notification du présent accord-cadre et lors de la réception de chaque ordre de service et/ou bon de commande de prestations qui lui est adressé. Les conditions spécifiques propres à chaque prestation sont précisées conformément aux dispositions prévues dans le CCAP. Le Titulaire organise les réunions nécessaires au lancement des prestations.

Les pièces soumises au contrôleur technique pourront être sur support papier ou dématérialisées. Le contrôleur technique s'engage à traiter les documents dématérialisés.

Le Titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour la bonne réalisation des prestations.

#### 4.4 Compétences requises

L'activité de Contrôleur technique est soumise à agrément. Cet agrément est délivré par le ministre chargé de la construction, pour une durée maximale de 5 ans.

Le Titulaire doit disposer au sein de sa structure des compétences minimales suivantes :

- Généraliste structures bâtiment /Infrastructures
- Electricité Courants fort et courant faible
- Chauffage/Ventilation

- Fluides : Gaz, eau etc.
- SSI
- Désenfumage
- Handicap
- Thermicien

#### **4.5 Substitution**

Le Titulaire désignera un contrôleur Titulaire et un contrôleur suppléant.

Le contrôleur Titulaire doit suivre la totalité du projet et ne peut pas être remplacé, à l'exception des congés/arrêts maladie et cas spécifiques (absence prolongée, départ du personnel mis à disposition, remplacement). Il est alors remplacé par son suppléant.

Le contrôleur devra tenir informé le suppléant de l'avancée de l'opération, le mettre en copie des échanges entretenus avec les différents acteurs et lui transmettre tout document y afférent (les documents seront rédigés par le Titulaire, le suppléant aura uniquement la possibilité de lever des avis de non conformités ou suspendus en cas de remplacement).

En cas de nouvel intervenant susceptible d'intervenir sur les opérations de l'Université, le Titulaire devra, avant toute intervention de sa part, en aviser la maîtrise d'ouvrage et attendre sa validation par décision écrite.

### **Article 5. Modalités d'intervention**

---

#### **5.1 Engagement du maître d'ouvrage**

Le contrôleur technique exécutera sa mission conformément à la norme NFP03-100 et au décret n°99.443 du 29 mai 1999 relatif au CCTG applicable aux marchés publics de contrôle technique construction et commentaires, complétés par les dispositions du présent CCP.

Ceci considéré, pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître d'ouvrage s'engage à :

- Informer tous les intervenants à la construction des dispositions qui les concernent dans la mission du contrôleur technique ;
- Signaler ou faire signaler au contrôleur technique tous les incidents ou circonstances susceptibles d'avoir une incidence sur l'exercice de la mission et notamment lui communiquer les sujétions d'exploitation de l'ouvrage, telles celles relatives aux hypothèses de charge d'utilisation ou liées à la nature et aux caractéristiques des matériaux, matériels ou produits objets de l'exploitation ;
- Prendre toutes les dispositions nécessaires pour lever tout empêchement ou écarter toutes les difficultés qui feraient obstacle à la bonne exécution des missions retenues.

#### **5.2 Phases de projet**

Le contrôle technique peut s'exercer, suivant la nature de la mission et le choix du maître d'ouvrage, pendant l'une ou plusieurs des phases suivantes :

- Phase 1 : vérification des documents de conception et rapport initial (DIA, APS, APD et PRO)
- Phase 2 : examen des documents d'exécution (EXE ou VISA)
- Phase 3 : contrôle de l'exécution des ouvrages et éléments d'équipements (DET)
- Phase 4 : assistance à la réception et à la garantie de parfait achèvement (AOR et GPA)

a. Phase 1 : vérification des documents de conception et rapport initial (DIA, APS, APD et PRO)

Il appartient au contrôleur technique de vérifier la qualité des documents de conception et procède aux premiers examens critiques des dispositions techniques du projet (art. R. 111-40 du CCH).

Il établit un rapport initial de contrôle technique (RICT), qui précise les avis du contrôleur technique sur les études de conception, préalablement à la consultation des entreprises.

Dans le cadre de cette mission, le contrôleur technique formule un avis sur la notice de sécurité établie par les constructeurs et destinée à être jointe à la demande de permis de construire.

Les documents examinés sont, notamment :

- L'examen des hypothèses retenues en vue de déterminer le mode de fondation des ouvrages,
- Contrôle des justifications correspondantes à partir des sondages, résultats d'essais géotechniques, etc.
- Etablissement d'un rapport de synthèse.
- L'avis sur le dossier de consultation et du projet de marché pour l'exécution des travaux TCE.
- Le visa des modifications apportées à ce dossier et retenues par le maître de l'ouvrage.
- L'examen de la notice de sécurité-incendie prévue par la réglementation relative aux ERP.
- L'examen du cahier des charges fonctionnelles du SSI.
- L'examen de la notice d'accessibilité et des plans.
- L'examen des études de diagnostic.
- L'examen des rapports d'études de sol.
- L'examen des attendus du permis de construire.

Au fur et à mesure de ses interventions, le contrôleur technique matérialise ses avis par des correspondances adressées par lui au maître d'œuvre dont il adresse copie au maître de l'ouvrage et à tous les intervenants concernés. Le contrôleur technique rédigera un rapport d'examen qu'il adressera au maître de l'ouvrage, au conducteur d'opération et au maître d'œuvre, sur chaque dossier correspondant à l'exécution des éléments de mission de la maîtrise d'œuvre, à savoir : rapport sur le DIAG/ESQ, l'APS, l'APD, le PRO/EXE et le DCE. Ses prescriptions et ses avis concernant la phase DCE seront joints au dossier de consultation des entreprises. Le rapport initial de contrôle technique (RICT) sera annexé au projet de marché de travaux. Il participera aux réunions plénières et de coordination qui se tiendront en vue de l'approbation par le maître de l'ouvrage ou le conducteur d'opération des différents éléments de mission de la maîtrise d'œuvre (sans aucune limitation).

Il initiera, en coordination avec la maîtrise d'œuvre, les réunions préalables au dépôt du permis de construire/démolir avec les services départementaux de secours et de défense contre l'incendie, les services d'accessibilité ou autres services tels que ceux traitant des établissements classés et formalisera avec ceux-ci les dispositions retenues à ce sujet sous forme d'une note de synthèse, ainsi que toutes réunions utiles à l'avancement de l'opération dans le cadre de la mission qui lui a été confiée. Il assistera le maître de l'ouvrage et la maîtrise d'œuvre dans leurs démarches et réunions avec les services précités et assistera aux réunions

de la commission départementale de sécurité et d'accessibilité dans le cadre de l'examen du projet.

Le contrôleur technique informera le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage des sondages, prélèvements et jalons à envisager dans l'exécution des travaux.

**b. Phase 2 : examen des documents d'exécution (EXE ou VISA)**

L'organisme de contrôle procède, dans ses bureaux, à une deuxième lecture du projet et effectue un examen complet et critique de l'ensemble des dispositions techniques du projet : plans, devis, calculs, ... .

Cet examen a lieu avant le début des travaux ou avant ceux qui entrent dans le domaine de sa mission.

Dans ce but, le contrôleur technique procède à l'examen :

- Des dispositions prévues par chacun des constructeurs pour la réalisation des vérifications techniques qui lui incombent en s'assurant notamment qu'il fait appel, chaque fois que cela est possible, à des méthodes objectives fondées sur l'expérimentation et les mesures.
- Des plans, devis descriptifs et autres documents techniques d'exécution qu'il vise dans la mesure où le visa n'a pas été donné au titre des prestations réalisées.
- Du terrain de fondation et des ouvrages en cours de réalisation par des visites régulières de chantier qu'il lui appartient de programmer au mieux pour assurer un contrôle efficace et effectif des ouvrages.
- Des éléments industrialisés (panneaux, planchers, escaliers ...) dans les usines de préfabrication.
- Des méthodes d'essais pratiquées par les constructeurs ou fabricants et des résultats obtenus.
- Des conditions de mise en œuvre des matériels et matériaux, concernant tous les corps d'états.
- Le contrôleur technique établit des AVIS émis sous la forme de comptes rendus ou de rapports d'étapes et permettent de formuler des avis ou observations partiels.

De plus, le contrôleur technique participe aux réunions de mises au point techniques autant que nécessaire.

**c. Phase 3 : contrôle de l'exécution des ouvrages et éléments d'équipements (DET)**

Pendant la période d'exécution des travaux, il s'assure notamment que les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs énumérés à l'article 1792-1 (1<sup>o</sup>) du code civil s'effectuent de manière satisfaisante (art. R. 111-40 du CCH).

Le bureau de contrôle doit en outre vérifier lui-même, matériellement, que les travaux sont exécutés selon les plans et conformément aux règles de l'art. Il doit s'assurer notamment que :

- Les entreprises se livrent aux contrôles nécessaires ;
- La surveillance du maître d'œuvre est bien réelle.

Il établit des AVIS émis sous la forme de comptes rendus ou de rapports d'étapes et permettent de formuler des avis ou observations partiels.

Dans cette phase, le bureau de contrôle :

- Procède à l'examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 (1°) du code civil pour les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle ;
- Procède à l'examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle ;

Il participe aux réunions de chantier dans les conditions définies ci-après.

***d. Phase 4 : assistance à la réception et à la garantie de parfait achèvement (AOR et GPA)***

Le contrôle exercé sur les travaux exécutés emporte vérification finale en vue de la réception. Le contrôleur procède par examen visuel des parties visibles ou accessibles pendant ou à l'achèvement du chantier. Le contrôle final est antérieur à la réception mais doit permettre éventuellement au maître de l'ouvrage de faire des réserves.

Dans cette phase, le bureau de contrôle établit le rapport final de contrôle technique (RFCT) fait la synthèse des réserves non levées du contrôleur technique.

Pour les établissements soumis à la visite de la commission de sécurité, le contrôleur technique apporte son assistance pour cette visite. Il établit le rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT), à destination de la commission de sécurité (obligatoire pour les ERP du 1er groupe).

Le contrôle exercé sur les travaux exécutés s'étend à la période de garantie de parfait achèvement.

Le contrôleur apporte une assistance pendant la période de garantie de parfait achèvement par l'examen des ouvrages et éléments d'équipement ayant été soumis au contrôle et qui font l'objet de travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Un nombre minimum de réunions durant cette période doit être observé par le contrôleur technique, estimé à environ une par mois.

### **5.3 Réunions de chantier / visites inopinées**

Le contrôleur technique participe aux réunions de chantier sur convocation du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, ou bien à sa propre initiative en fonction des contraintes et des exigences du chantier.

Il lui appartient de déterminer systématiquement la pertinence de sa participation et ne pourra évoquer l'absence de convocation pour justifier un retard dans l'exécution de ses prestations.

Il doit assurer, à minima, 2 réunions de chantier par mois en moyenne réparties sur la durée des travaux. En complément, le Titulaire doit assurer également, à minima, 2 visites inopinées du chantier par mois en moyenne réparties sur la durée du chantier, en dehors des réunions de chantier. Ces réunions et visites sont réputées avoir une durée minimale de 3 heures.

En complément, le Titulaire devra participer aux commissions de sécurité et aux réunions ou visites préalables nécessaires. Il participe également à chaque réunion où sa présence est explicitement requise par la maîtrise d'œuvre ou le Pouvoir Adjudicateur et à laquelle il aurait été dûment convoqué dans les conditions prévues au CCAP.

### **5.4 Livrables**

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition obligatoirement au format dématérialisé (les documents papiers seront limités au minimum réglementaire). Les

documents dématérialisés partagés par le titulaire seront compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité. Ils seront transmis sous pdf, et ne seront pas modifiables.

Leurs descriptions détaillées figurent à l'article 7 du présent CCTP et les délais de remises des prestations sont précisés dans le CCAP.

#### *a. Rapports*

Le contrôleur technique doit deux rapport principaux :

- Le rapport initial de contrôle technique (RICT), qui synthétise les avis sur ouvrages après examen des documents de conception (CCTP, plans d'architecte, étude géotechnique, étude thermique, ...) ;
- Le rapport final de contrôle technique (RFCT), qui regroupe tous les avis établis durant les travaux et n'ayant pas été levés à la réception.

D'autres rapports peuvent être demandés en fonction des missions et du contexte de chaque opération :

- **Le rapport de vérification règlementaire après travaux (RVRAT)**, qui vise l'ensemble des travaux dans le cadre de la Sécurité incendie pour les établissements recevant du public du premier groupe ;
- **Le rapport de vérification initiale**, qui est établi à l'issue des vérifications initiales sur les installations électriques ;
- **Le rapport de vérification temporaire**, qui est établi à l'issue des vérifications des installations électriques temporaires.

#### *b. Avis*

Le contrôleur technique donne son avis au maître d'ouvrage sur les problèmes d'ordre technique, concernant les missions pour lesquelles il a été contractualisé.

Les avis du contrôleur technique sont formulés :

- En phase de conception : lors de l'examen des documents de conception ;
- En phase d'études d'exécution : lors de l'examen des documents d'exécution ;
- En phase réalisation : lors des visites et de l'examen sur chantier des ouvrages et des éléments d'équipement soumis à son contrôle ;
- En phase de garantie de parfait achèvement : lors de l'examen des travaux de parachèvement.

Les avis sont favorables ou défavorables, mais ils peuvent être le cas échéant provisoirement suspendus en l'attente d'une précision supplémentaire :

- **Les avis favorables** : ils peuvent être tacites. Si cet avis se révèle erroné, la responsabilité du contrôleur technique pourra être retenue.
- **Les avis défavorables** : ces avis doivent être expressément signalés. Si le maître d'ouvrage ne suit pas cet avis et qu'un dommage se produit par la suite, le contrôleur technique pourra échapper à la présomption de responsabilité.
- **Les avis suspendus** : les avis suspendus ne peuvent être motivés que par une insuffisance d'information technique. Un trop grand nombre d'avis suspendus doit alerter le maître d'ouvrage.

Il ne revient pas au contrôleur technique d'assurer le suivi de ses avis. C'est au maître d'ouvrage qu'il incombe de faire respecter les avis du contrôleur par l'entreprise. Le système de numérotation des avis sera soumis au MOA.

*c. Innovations*

Pour les opérations comportant des innovations, le contrôleur technique devra appuyer son analyse sur les référentiels tels que les avis techniques (AT) ou appréciations techniques d'expérimentation (ATEX) produits par le CSTB.

Dans le cadre de l'appréciation technique expérimentale, le prestataire devra associer sa direction technique à l'instruction du dossier établi par le CSTB. La rémunération de cette prestation est financée par la procédure ATEX et n'est pas incluse dans le présent marché.

Sauf exception, la Direction du Patrimoine refuse les procédures d'ATEX.

## **Article 6. Contenu des missions**

---

Le descriptif des missions ci-dessous reprend les examens minima prévus par la norme NFP 03-100 et le CCTG-CT.

L'ensemble des missions démarre à la date d'effet de l'ordre de service de démarrage et/ou du bon de commande de la prestation. La prestation s'achève à la fin de la garantie de parfait achèvement conformément aux dispositions précisées dans le CCAP.

### **6.1 Les missions de base**

*a. Mission L : solidité des ouvrages et éléments d'équipements indissociables*

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission L sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée, ouvrages de viabilité, fondation, ossature clos et couvert, ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent :

- Les ouvrages de réseaux divers et de voirie dont la destination est la desserte privative de la construction;
- Les ouvrages de fondation;
- Les ouvrages d'ossature;
- Les ouvrages de clos et de couvert;
- Pour les bâtiments, les éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages énumérés ci-dessus.

Le contrôle porte sur les ouvrages et éléments d'équipements énumérés ci-après sans que cette liste ne soit parfaitement exhaustive :

- Les réseaux divers et les ouvrages de voirie (y compris des couches d'usure de chaussées et des voies piétonnières) ;
- Les réseaux enterrés situés dans l'emprise du terrain appartenant au maître de l'ouvrage et dont la destination est la desserte privative de la construction ainsi que leurs ouvrages annexes ;
- Les ouvrages de fondation qui assurent le report au sol des charges nouvelles apportées par le bâtiment;
- Les ouvrages d'ossature qui ont été conçus pour recevoir et transmettre aux fondations les charges de toute nature ;
- Les équipements électrique, thermique ;
- Les ouvrages de clos et de couvert, fixes ou mobiles, qui offrent une protection au moins partielle contre les agressions des éléments naturels extérieurs.



- A ce titre, ils devront garantir l'immeuble construit contre tout défaut d'étanchéité à l'air et à l'eau susceptible de compromettre sa solidité ou de le rendre impropre à sa destination.
- pour les bâtiments, les éléments d'équipement indissociablement liés, au sens de l'article 1792-2 du Code civil, aux ouvrages ci-dessus.
- Les aires de jeux et de sport ainsi que les aménagements extérieurs des établissements E.R.P. de type R.
- Les aménagements spécifiques à la protection de l'environnement des machines destinées à la formation professionnelle des élèves dans les établissements E.R.P. spécialisés de type R
- Les espaces verts

La mission L ne porte pas sur les travaux préparatoires tels que démolitions, terrassements, blindages, coffrages, étalements, échafaudages, levages, manutentions.

**b. Mission S : conditions de sécurité des personnes dans les constructions**

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission S sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires ou normatives relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées.

La mission S porte sur les ouvrages et éléments d'équipement faisant partie des marchés de la construction communiquée au contrôleur technique et visés du point de vue de la sécurité des personnes par la réglementation technique applicable à la construction du fait de sa destination, telle que définie au permis de construire.

Relèveront ainsi de la mission S du contrôleur technique :

- les dispositions relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique : comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, desserte, cloisonnement et dégagements, moyens de secours, dispositifs d'alarme et d'alerte, équipements de désenfumage naturel ;
- les installations électriques (courants forts)
- les installations de chauffage, ventilation, conditionnement d'air, réfrigération et équipements de désenfumage mécanique.
- les installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés,
- les conduits de fumée,
- les ascenseurs, monte-charges,
- les nacelles suspendues d'entretien de façades
- les appareils et installations sous pression de vapeur ou de gaz,
- les dispositions de construction concernant la protection contre les rayonnements ionisants
- les garde-corps et fenêtres basses.

Cette mission ne s'étend pas aux aléas relatifs à l'hygiène, à la santé, à la protection de l'environnement, à la protection parasismique, ni aux aléas visés par d'autres rubriques des conditions générales de la convention de contrôle, notamment à la solidité, qui est réputée acquise.

*c. Mission SEI : sécurité des personnes spécifique au ERP et IGH*

La mission SEI concerne également la sécurité des personnes, mais celle-ci est spécifique aux Établissements Recevant du Public (ERP) et aux Immeubles de Grande Hauteur (IGH). Au titre de la mission SEI, le contrôleur technique contribue à la prévention des aléas techniques qui découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires, relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission SEI porte sur les ouvrages et les éléments d'équipement suivants :

- Les dispositions relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique : comportement au feu des matériaux et des éléments de construction, isolement, desserte, cloisonnements et dégagements, moyens de secours, dispositifs d'alarme et d'alerte, équipements de désenfumage,
- Les installations électriques (les courants forts),
- Les installations de chauffage, la ventilation, le conditionnement d'air,
- Les installations de stockage et de distribution de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés,
- Les conduits de fumée,
- Les ascenseurs et les ascenseurs de charges,
- Les portes automatiques de garages,
- Les garde-corps et les fenêtres basses.

*d. Mission STI : sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels*

La mission STI a pour objectif de prévenir les aléas techniques relatifs à la sécurité des personnes dans les bâtiments industriels et tertiaires. Les Établissements Recevant du Public (ERP) et les Immeubles de Grande Hauteur (IGH) ne font pas partie de ces derniers. Elle porte sur les ouvrages et les éléments d'équipement suivants :

- Les installations électriques (les courants forts),
- Les ascenseurs et les ascenseurs de charge,
- Les ouvrages et les éléments d'équipements relatifs à la sécurité hors incendie (ouvrants en élévation et toiture, parois transparentes ou translucides, portes et portails issues des quais de chargement),
- Les dispositions constructives concernant la protection contre les rayonnements ionisants.

## **6.2 Les missions complémentaires normalisées**

*a. Mission Hand - accessibilité des constructions aux personnes handicapées*

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission Hand sont ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires (loi du 11 février 2005, 17 mai 2006, 21 mars 2007 et « Schéma directeur d'accessibilité des bâtiments publics de la Ville de Paris » joint en annexe au dossier de consultation) relatives à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées (sourds, malentendants, aveugles, malvoyants, personnes à mobilité réduite, personnes ayant des difficultés de communication ou de compréhension de la langue française sous sa forme écrite ou orale).

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction de ces exigences réglementaires.

Pour les bâtiments d'habitation, la mission ne porte pas l'examen de l'application aux logements des dispositions réglementaires relatives aux personnes handicapées (circulation intérieure et adaptabilité).

Le Titulaire émettra des avis écrits à chaque phase d'étude.

Le Titulaire participera et assistera le maître d'ouvrage lors des visites des commissions d'accessibilité.

**b. Mission P1 (complémentaire à L) - solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés**

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission P1 sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés.

Les éléments ou ouvrages non indissociables sont ceux qui peuvent être dissociés des fonctions structurelles ou de clos et couvert sans leur porter préjudice.

La mission P 1 s'exerce dans les conditions fixées dans l'annexe A de la norme NFP 03-100 au titre de la mission L dont elle constitue le complément.

**c. Mission F - fonctionnement des installations**

Les aléas que le contrôleur technique a pour mission de prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement des installations. Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'assurer le service demandé dans les conditions de performance imposées par les prescriptions techniques contractuelles et, quand ils existent, par les textes techniques à caractère normatif.

La mission du contrôleur technique porte sur les installations suivantes :

- Réseaux d'alimentation en eau, de chauffage, d'assainissement;
- Chauffage, conditionnement d'air, ventilation mécanique;
- Installations électriques intérieures (courants forts);
- Ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques ;
- Protection et distribution d'eau chaude, distribution d'eau froide, évacuations.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître de l'ouvrage s'engage à communiquer les plans d'exécution ainsi que les notes de calculs justificatives du dimensionnement des installations.

**d. Mission Ph - isolation acoustique des bâtiments**

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires quand elles existent ou aux prescriptions contractuelles retenues par le maître de l'ouvrage et communiquées au contrôleur technique relativement à l'isolation acoustique des bâtiments. Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction desdites prescriptions.

La mission ne porte pas sur les atteintes à l'environnement dont la prévention relève d'une mission spécifique. La protection contre les bruits de voisinage provenant des voies terrestres et zones aéroportuaires classées est prise en compte par le contrôleur technique.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître de l'ouvrage s'engage à communiquer les prescriptions contractuelles au regard desquelles le contrôleur technique exercera sa mission en l'absence de prescriptions réglementaires, les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés justifiant de la qualité acoustique des éléments particuliers de la construction ainsi que les études justificatives des constructeurs.

Sauf dispositions spécifiques du marché, la mission ne comporte pas la réalisation de mesures acoustiques.

En l'absence de mesures acoustiques, les avis formulés par le contrôleur technique ne peuvent constituer qu'une présomption de capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions contractuelles relatives à l'isolation acoustique.

*e. Mission Th - isolation thermique et économies d'énergie*

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'isolation thermique et aux économies d'énergie. Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique des bâtiments, les systèmes de chauffage, climatisation, production d'eau chaude sanitaire et la ventilation, étant précisé que leur examen est effectué exclusivement sous l'angle de l'isolation thermique et des économies d'énergie.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître de l'ouvrage s'engage à communiquer :

- Les devis descriptifs, plans et autres documents techniques concernant les bâtiments, l'implantation et la destination des locaux, les spécifications techniques des systèmes ainsi que les notes de calcul des coefficients réglementaires et les schémas de distribution précisant les répartitions des circuits, le comptage et la régulation ;
- Les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés justifiant de la qualité thermique des éléments particuliers de la construction ;
- Les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par les entreprises avant réception sur l'installation de ventilation mécanique.

*f. Mission LE – solidité des existants*

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission LE sont ceux qui découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.

Cette mission est un complément à la mission de base lorsque l'intervention sur un ouvrage existant crée un risque pour l'ouvrage principal.

Le maître de l'ouvrage fournit au contrôleur technique les renseignements et documents se rapportant aux ouvrages existants tels que constats des lieux et résultats des études de diagnostic effectuées.

Le contrôleur technique effectue un contrôle visuel se rapportant à l'objet de sa mission et limité à l'examen de l'état apparent des existants concernés par les travaux.

En complément, il est également demandé au Titulaire d'établir, en préparation de la tenue de la Commission de Sécurité, une attestation de solidité à froid des ouvrages existants conservés et/ou modifiés partiellement au titre des travaux.

*g. Mission Av - stabilité des avoisinants*

Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des fondations de l'ouvrage neuf et, le cas échéant, des ouvrages périphériques en infrastructure (reprise en sous-œuvre et voiles périphériques), sont susceptibles d'affecter la stabilité des avoisinants.

Le maître de l'ouvrage fournit au contrôleur technique les renseignements et documents se rapportant aux avoisinants, tels que résultats des études de diagnostic, résultats des reconnaissances de sols, plans de carrière, constats d'état des lieux, ainsi que les documents techniques décrivant le processus d'exécution des travaux soumis au contrôle.

Le contrôleur technique effectue un contrôle visuel se rapportant à l'objet de sa mission et limité à l'état apparent des avoisinants accessibles.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des avoisinants accessibles.

*h. Mission GTB – gestion technique du bâtiment*

La mission GTB vient en complément des missions relatives à la sécurité des personnes et au fonctionnement des installations. L'installation soumise au contrôle est celle assurant la gestion des équipements contrôlés au titre de la mission relative au fonctionnement des installations ainsi que des équipements de gestion automatisé tels que télésurveillance, gestion centralisée des fluides et traitements climatiques, vidéosurveillance, anti- intrusion, contrôle d'accès, éclairage.

La mission GTB vient en complément des missions relatives à la sécurité des personnes et au fonctionnement des installations. Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement du système de gestion technique du bâtiment (GTB). Par mauvais fonctionnement, il faut l'impossibilité pour le système de GTB d'assurer la mise en exploitation, le service demandé dans le cahier des charges imposé par le maître de l'ouvrage aux entreprises

Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement du système de gestion technique du bâtiment (GTB). Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité pour le système de GTB d'assurer, à la mise en exploitation, le service demandé dans le cahier des charges imposé par le maître de l'ouvrage aux entreprises.

La définition des critères et niveaux de qualité du système de GTB relève du maître de l'ouvrage qui fait connaître de façon précise au contrôleur technique ses exigences en la matière et lui communique en conséquence le cahier des charges susvisé.

Dans le cadre d'une gestion intelligente et économe des futurs équipements, il sera mis en place une GTB dans l'équipement qui pilotera et surveillera l'ensemble des équipements techniques depuis un poste central positionné dans l'espace d'accueil avec tous les organes de contrôle (CMSI, vidéosurveillance, sonorisation).

L'installation soumise au contrôle est celle assurant la gestion des équipements contrôlés au titre de la mission relative au fonctionnement des installations ainsi que des équipements anti-intrusion et de contrôle d'accès dans la mesure où ils sont associés au système de gestion technique du bâtiment.

*i. Mission ENV – environnement*

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôleur technique contribue au titre de la mission ENV sont ceux qui, générateurs d'incendie et d'explosion, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement.

La mission ENV porte sur les ouvrages et éléments faisant partie des marchés de la construction communiquée au contrôleur technique et visés, du point de vue des risques d'incendie et d'explosion, par la législation et la réglementation relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement applicables à la construction du fait de sa destination telle que définie dans le dossier de déclaration ou de demande d'autorisation.

Ne relèvent pas de la mission les équipements et aménagements spécifiques des activités professionnelles, à l'exception de ceux, énumérés dans le marché, qui ont conduit au classement des installations en raison des risques d'incendie et d'explosion visés par la législation relative à la protection de l'environnement.

*j. Mission HYS - hygiène et santé dans les bâtiments*

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire, dans les constructions achevées, aux prescriptions réglementaires relatives à l'hygiène et la santé en ce qui concerne :

- L'aération des locaux à pollution non spécifique (ventilation naturelle ou mécanique, ouvrants, évacuation des produits de combustion);
- La distribution d'eau (distribution d'eau froide, production et distribution d'eau chaude);
- Les installations sanitaires (existence et implantation des installations);
- Les installations d'évacuation des eaux usées (eaux ménagères et eaux-vannes);
- L'évacuation des ordures ménagères (local poubelle, vide-ordures).

*k. Mission CO : coordination des missions de contrôle*

La mission a pour objet d'assurer la coordination des missions de contrôles dans le cas où il est fait appel à plusieurs contrôleurs techniques.

Elle s'exerce dans les conditions fixées à l'article 5-4-3 de la norme NFP 03-100 et ne comporte pas l'appréciation de la forme et du fondement des avis émis.

### **6.3 Les missions particulières**

*a. Mission PV - récolement des P.V. d'essais des équipements et avis sur ces P.V.*

La mission PV comporte :

- Le récolement des procès-verbaux d'essais et vérifications d'autocontrôle que doivent effectuer les entreprises sur les installations citées ci-après
- Un avis sur les résultats de ces procès-verbaux.

Les vérifications et essais concernés ont pour but de s'assurer du bon fonctionnement des installations, dans les conditions normales d'utilisation, indépendamment des essais et vérifications effectués dans le cadre de la sécurité des personnes.

Les installations concernées sont les suivantes :

AS : Ascenseurs, Ascenseurs de charge

CA : Conditionnement d'air

EM : Escaliers mécaniques, Trottoirs roulants

VM : Ventilation mécanique

PA : Portes et Portails automatiques pour véhicules

CH : Chauffage

AT : Réseaux de distribution collective et radiodiffusion

EL : Installations électriques

PB : Plomberie sanitaire

PE : Portiers électroniques

RA : Réseau d'alimentation en eau

RE : Réseau d'évacuation

Pendant la phase de conception du projet, avant signature des marchés, le Contrôleur technique vérifie que la liste des essais et vérifications d'autocontrôle figure dans les documents techniques destinés à la consultation des entreprises. Il donnera un avis sur les méthodes de mesure et la teneur des essais préconisés par le maître d'œuvre.

Avant réception des travaux, le Contrôleur technique examine les procès-verbaux, établis par les entreprises, des essais et vérifications qu'elles ont effectués.

Il vérifie que les résultats mentionnés sur ces procès-verbaux sont satisfaisants.

***b. Mission FC – fonctionnement des installations de génie climatique***

Traite du fonctionnement des installations de génie climatique, mission venant en complément de la mission F.

Cette mission Fc comprend la participation et le contrôle pendant la totalité des essais de fonctionnement effectués par l'entreprise sur les installations de génie climatique (en chaufferie et/ou en sous-station, installations, réseaux, ventilation, groupe froid, etc.).

***c. Mission VIEL - vérification initiale des installations électriques***

Le Titulaire établira un rapport initial conformément à l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs.

Le contenu de ces rapports est défini à l'annexe II de l'arrêté précité.

***d. Mission CONSUEL – vérification des installations électriques***

A la demande expresse écrite du service émetteur de la commande, le contrôleur technique devra établir un rapport spécifique de vérification de la conformité des installations électriques, en vue de l'obtention CONSUEL visé par le décret 72-1120 du 14 décembre 1972 modifié par le décret n°2010-301 du 22 mars 2010.

Ce rapport sera établi en 3 exemplaires, et adressé sauf indication contraire du service émetteur du bon de commande à l'entreprise chargée des travaux.

***e. Mission Att-HAND - Attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées***

A la demande expresse écrite du service émetteur de la commande, le contrôleur technique devra constater que les travaux réalisés dans les établissements mentionnés aux sous-

sections 1 à 5 du Code de la Construction et de l'Habitation et soumis au permis de construire prévu à l'article L.421-1 du code de l'urbanisme, respectent les règles d'accessibilité applicables, compte tenu le cas échéant des dérogations accordées.

Les règles d'accessibilité applicables sont les règles en vigueur ci-après, auxquelles sont adjointes les éventuelles dérogations propres à l'opération et citées dans l'annexe 3 de l'arrêté du 22 mars 2007 :

- Articles R.111-19 à R.111-19-3 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public construits ou créés ;
- Arrêté du 1er août 2006 fixant les conditions prises pour l'application des articles R.111-19 à R.111-19-3 et R.111-19-6 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création.

La mission porte sur les éléments de bâtiment, aménagements intérieurs et extérieurs et/ou équipements entrant dans le champ d'application du permis de construire.

Elle comprend une ou plusieurs visites de chantier en cours de phase de réalisation de l'ouvrage ou de l'équipement concerné, ainsi que la remise en fin de phase travaux de l'attestation de vérification de l'accessibilité constatant le respect ou non des règles concernant l'accessibilité des ouvrages ou équipements réalisés aux personnes handicapées. Cette attestation sera rédigée selon le modèle de l'annexe 3 de l'arrêté du 22 mars 2007. Cette attestation sera établie en 3 exemplaires, et adressée au service émetteur du marché subséquent.

**Nota : il est précisé que le maître d'ouvrage n'est pas tenu de faire réaliser l'attestation susvisée par le contrôleur technique de l'opération.** La mission d'attestation pourra donc être confiée par le maître d'ouvrage à un autre prestataire, quand bien même le Titulaire du présent marché aurait été chargé du suivi de l'ensemble de l'opération.

*f. Mission DEM – solidité des ouvrages avoisinants en cas de démolition d'ouvrage existant*

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission DEM sont exclusivement ceux qui, découlant des travaux de démolition des ouvrages existants, sont susceptibles de compromettre la solidité des ouvrages avoisinants.

Les ouvrages avoisinants concernés par la mission sont les bâtiments contigus aux ouvrages à démolir.

La mission porte sur les aléas découlant de la réalisation des démolitions d'ouvrages existants, et s'étend aux travaux de confortation des immeubles voisins, entrepris préalablement ou postérieurement aux démolitions. de la mission à définir en fonction du projet.

*g. Mission ACE - Continuité des Moyens de Communications Radioélectriques au sein des ERP*

Le contrôleur technique a pour mission d'émettre des avis sur la continuité radioélectrique au sein de l'établissement pour garantir aux services publics avec les moyens propres à leurs services la continuité des communications radioélectriques et produire l'attestation de vérifications réglementaires en référence à l'article 5 de l'arrêté du 28 mai 2015.



#### h. Mission CABL : Vérification des précâblages informatiques et téléphoniques

La vérification des précâblages informatiques et téléphoniques contribue à prévenir les risques d'aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des réseaux informatiques et téléphoniques cuivres et fibres optiques.

Elle porte sur la conformité des installations aux dispositions des normes en vigueur (EN 50173, EN 50174, ISO 11801, NFC15-100...), du guide UTE C 15-900 et des prescriptions techniques.

Le contrôleur doit procéder aux vérifications suivantes:

- examens de documents (notes de calcul, plans et schémas, documentation technique);
- examens sur site;
- essais et mesurages.

Les points à examiner sont:

- Identification des points de dysfonctionnements à l'origine de baisses de performances ou de qualité du réseau ;
- Contrôle de la qualité de la mise en œuvre des installations techniques (baie, cheminements des câbles, cohabitation des différents réseaux) ;
- Recherche et détection de défauts sur les liaisons

Un cahier de recettes des liaisons est établi à l'issue des différentes vérifications exécutées par le contrôleur technique. Ce cahier doit permettre de prendre ou de faire prendre toutes les mesures propres à assurer la conformité des installations.

Il doit localiser nettement les points sur lesquels les installations s'écartent de ces dispositions et motiver les observations en se référant aux articles concernés.

Lorsque les vérifications ne portent pas sur la totalité des installations par suite d'impossibilité matérielle (inaccessibilité, etc.), les parties de l'installation non vérifiées et les motifs précis de non-vérification doivent être clairement signalés et récapitulés en tête du cahier.

### **Article 7. Description des prestations**

---

Le Titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives au contrôle technique de la construction.

#### **7.1 Livrables**

Les missions à réaliser par le Titulaire sont complètement intégrées aux phases de conception et de réalisation de l'ouvrage et portent sur les ouvrages et éléments d'équipements précisés dans le descriptif de chacune d'elle.

**Il est précisé que le Titulaire doit l'examen sous forme d'avis ou rapports de toutes les versions des documents émis par les acteurs du projet (maîtrise d'œuvre et entreprises notamment).**

Ces missions sont établies sur la base de l'examen des :

- Plans et autres documents techniques des études.
- Plans et autres documents techniques destinés à la consultation des entreprises ainsi que les variantes, options proposées.
- Plans et autres documents techniques d'exécution, accompagnés de leurs justificatifs tels que procès-verbaux d'essais et de certification de produits.

- Ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle technique lors des visites de chantier, etc.

En outre, quelle que soit la phase du projet (études de conception, travaux ou GPA) il procède autant que nécessaire (sur simple demande du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre), et dans les délais figurant dans le CCAP, à la synthèse de l'ensemble des avis qu'il a pu émettre sur le projet en précisant s'ils ont été suivis d'effet et le délai de retard au traitement. Ce document doit se suffire à lui-même et ne nécessite pas de se reporter aux autres rapports émis.

Les avis et les synthèses sont transmis au maître d'ouvrage, à la maîtrise d'œuvre et aux entreprises.

**Le contrôleur technique doit adresser les alertes au maître d'ouvrage par une note d'alerte explicite.**

Le contrôleur technique examine les documents complémentaires remis suite à des observations et fait une vérification in situ. Cet examen se matérialise par la remise d'un rapport complet (RVGP, RVRE, RVRAT) dans lequel n'existe plus de réserve.

*a. Phase de conception*

A cet effet, il propose à l'approbation du maître d'ouvrage un document de présentation de cette synthèse (tableau ou autre), qui comprend au minimum les informations suivantes :

- Société concernée (MOE ou entreprise en fonction du stade de l'opération) ;
- Nom/référence du document examiné ;
- Description succincte du document ou de l'ouvrage examiné ;
- Date de réception du Titulaire ;
- Statut (examiné, en attente, etc.) ;
- Date de transmission de l'avis par le Titulaire ou date du constat sur site ;
- Type d'avis (favorable, non favorable, suspendus, et) ;
- Observations et commentaires.

Les différentes missions de contrôle technique sont exécutées lors des 3 phases successives suivantes : conception, réalisation, parfait achèvement.

Les délais maximums de remise des livrables sont précisés ci-dessous par phase. Ils sont contractuels et rappelés au CCAP. Des délais plus courts peuvent être prévus et précisés lors de l'émission d'un ordre de service et/ou bon de commande.

Le contrôleur technique doit fournir successivement trois types de rapports. Ces avis et rapports seront diffusés au fur et à mesure de leur émission.

*Rapport d'état des lieux*

Le contrôleur technique participe aux réunions de mise au point technique, d'avancement, ou de mise au point des études organisées par le Maître d'Ouvrage, et procède à l'examen critique de l'ensemble des dispositions techniques du projet.

Il analyse les rapports de diagnostics (état sanitaire des ouvrages) et, lorsque la maîtrise d'œuvre est privée les rapports d'étude des sols, donne son avis sur la qualité de ces rapports et conseille la maîtrise d'ouvrage en cas de manques ou d'imprécisions dans un rapport d'état des lieux.

### *Rapports d'étapes*

Le contrôleur technique établit un rapport pour chacune des étapes qui suivent :

- Examen du Diagnostic ;
- Examen de l'Avant-Projet Sommaire (APS)
- Examen de l'Avant-Projet Définitif (APD) ;
- Examen des Autorisations administratives (Permis de Construire, de Démolir, déclaration préalable, etc.) et les notices associées (notice de sécurité et accessibilité prévue par la réglementation relative aux établissements recevant du public, ...) ;
- Examen du dossier projet (PRO) (dans le cas d'une maîtrise d'œuvre privée) et du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).

### *Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT)*

Le contrôleur technique formule un avis sur chaque disposition projetée à partir d'une évaluation de conformité à la réglementation et aux normes. Il tient notamment compte des obligations spécifiques aux ERP en matière de sécurité et d'accessibilité.

### *b. Phase de réalisation*

#### *Tableau de suivi des avis*

D'une manière générale, pour assurer un suivi des avis : le contrôleur technique transmet dans les conditions prévues au CCAP un tableau récapitulatif des avis mis à jour, qui comprend au minima les éléments mentionnés dans le présent article.

### *Examen et avis sur les documents d'exécution (ADEX)*

Le contrôleur technique formulera, pour chacune des missions du présent marché, des avis écrits après examen des documents relatifs aux ouvrages ou aux éléments d'équipement soumis au contrôle afin :

- D'analyser de manière critique les ouvrages à réaliser,
- De vérifier l'adéquation des produits ou matériaux dans l'ouvrage,
- De vérifier le comportement de l'ouvrage dans son environnement, etc.

Ces avis sur documents d'exécution doivent être transmis au conducteur d'opération concerné (exploitation/maintenance ou maîtrise d'ouvrage) au fur et à mesure de leur émission.

### *Examen des ouvrages exécutés y compris ouvrages provisoires (CRCT)*

Le contrôleur technique formule, pour chacune des missions du marché subséquent, des avis écrits sur l'examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 du Code Civil.

Le contrôleur technique procède à des visites techniques ponctuelles des ouvrages soumis au contrôle, afin de :

- Contrôler les vérifications incombant aux constructeurs ;
- Vérifier, par sondages, les points critiques ;
- Déceler les défauts dus à une mauvaise mise en œuvre, etc...

Chaque visite fait l'objet d'un Compte Rendu de visite de Contrôle Technique (CRCT), numéroté et daté pour chacune des missions prévues par le marché subséquent.

### *Rapport final de contrôle technique (RFCT)*

Avant la réception de l'ouvrage, le Titulaire fournira un rapport final de contrôle technique pour rendre compte de l'ensemble de sa mission et signaler les avis qui à sa connaissance n'ont

pas été suivis d'effets et un rapport spécifique aux ERP qui abordera notamment la sécurité et l'accessibilité de l'ouvrage. Il indique en particulier si les dispositions réalisées sont conformes à la réglementation et aux normes.

Au titre de la mission PV, le Titulaire est chargé de rassembler les pièces du dossier et de relancer les entreprises n'ayant pas fourni les documents et donne un avis sur les résultats des Procès-Verbaux.

#### *Rapport spécifique aux ERP (RVRAT)*

Le rapport spécifique aux ERP devra être établi à la demande de la maîtrise d'ouvrage dès que nécessaire pour demander la programmation de la commission de sécurité, environ un mois avant la date souhaitée. Le Titulaire sera amené à faire plusieurs visites rapprochées à cette période pour mettre à jour autant de fois que demandé par le maître d'ouvrage le rapport à adresser à la commission de sécurité.

L'établissement de ce rapport fait partie intégrante des prestations dues par le Titulaire dans le cadre des missions normalisées qui lui sont confiées.

Le contrôleur technique assiste le Maître d'ouvrage dans la préparation des visites de la commission de sécurité et d'accessibilité, notamment en participant activement aux commissions « blanches », c'est-à-dire de simulation de la commission de sécurité et d'accessibilité de la préfecture de Police autant de fois que demandé par le maître d'ouvrage. Son rapport final mis à jour sera remis à la Commission de Sécurité et contiendra l'ensemble des documents nécessaire à la demande d'autorisation d'ouverture.

A la demande de la maîtrise d'ouvrage, l'ensemble des contrôleurs est susceptible de participer à la commission.

#### *Contenu des vérifications et rapports finaux*

Les vérifications dans les établissements neufs ou ayant fait l'objet de travaux sont réalisées à l'issue des visites effectuées pendant la phase construction par le(s) vérificateur(s) technique(s) au sein de l'établissement. Au cours de ces visites, ils doivent réaliser des examens par sondage et s'assurer que les constructeurs et les installateurs ont effectué les autres vérifications et essais exhaustifs qui leur incombent.

Le résultat de ces visites permet de fournir à un maître d'ouvrage ou à un exploitant, dans le cadre d'un référentiel préalablement défini, l'évaluation de la conformité de l'objet vérifié en fin de travaux par rapport aux dispositions réglementaires.

Cette évaluation est effectuée selon les méthodes suivantes:

- examen des documents de conception et d'exécution;
- examen des justificatifs fournis (procès-verbaux de classement de comportement au feu des matériaux et éléments de construction, attestations de conformité, certificats de conformité, plans et schémas, notes de calcul, etc.).

#### **Les rapports de vérifications comportent au minimum deux parties :**

- des renseignements d'ordre général et administratif concernant l'établissement;
- les avis émis par le(s) vérificateur(s) technique(s) en application du référentiel cité à l'article GE 8, §1.

#### **Renseignements d'ordre général et administratif devant figurer en tête du rapport :**

- identification de l'organisme agréé;
- référence à l'organisme d'accréditation (logo, acronyme...) pour les organismes

- accrédités;
- identification du (des) vérificateur(s);
- identification du maître d'ouvrage ou de l'exploitant;
- date de la fin des vérifications;
- date d'émission du rapport;
- désignation et adresse de l'établissement;
- nom ou raison sociale du maître d'ouvrage et/ou de l'exploitant;
- caractéristiques de l'établissement:
- classement: type(s) et catégorie;
- description sommaire des installations (normal, remplacement, sécurité);
- réglementation applicable;
- nature et étendue de la mission confiée à l'organisme agréé;
- nature et étendue des vérifications effectuées;
- références du rapport;
- identification des matériels de mesure ou d'essai utilisés;
- liste des documents examinés.

### **Avis relatifs à la conformité :**

Les avis sont émis sous l'une des formes suivantes :

- conforme (C);
- non conforme (NC);
- sans objet (SO);
- hors mission (HM);
- pour mémoire (PM).

**NC :** Les avis NC sont délivrés lors du constat d'écarts entre les exigences réglementaires et les travaux réalisés. Ils correspondent également à des prestations non achevées dont l'évaluation ne peut de fait pas être réalisée ou en l'absence d'un ou plusieurs documents justificatifs destinés au maître d'ouvrage.

**SO :** Les avis SO sont émis lorsque l'établissement n'est pas concerné par certaines dispositions ou lorsqu'il ne comprend pas d'installations techniques mentionnées dans le règlement de sécurité. Le vérificateur peut regrouper plusieurs articles, voire des sous-sections, sections ou chapitres sur une seule ligne lorsque les dispositions qui y sont visées sont sans objet.

**HM :** L'indication HM s'applique aux articles du règlement dont la vérification n'a pas été confiée à l'organisme agréé.

**PM :** L'indication PM s'applique aux articles du règlement qui ne nécessitent pas d'évaluation de conformité dans le cadre de la mission en cours.

Les avis relatifs à la conformité sont émis dans l'ordre des dispositions générales du règlement de sécurité suivies des dispositions particulières ou avec insertion des dispositions particulières dans les dispositions générales afférentes.

Pour ce qui concerne les travaux d'aménagement ou de transformation d'un établissement existant, les seuls articles cités sont ceux de la partie du règlement concernée par les travaux, en application de l'article GN 10 du règlement de sécurité.

Les avis relatifs aux non-conformités font l'objet d'un commentaire explicatif. Une liste complète de ces avis de non-conformité ainsi que leurs commentaires explicatifs, numérotée

en une série unique, avec localisation des parties d'installations concernées, est établie en début ou en fin de rapport.

Le contenu du rapport est complété, le cas échéant:

- par des documents fournis par le maître d'ouvrage;
- attestation par laquelle le maître de l'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles techniques relatifs à la solidité et à la sécurité des personnes conformément aux textes en vigueur;
- attestation du bureau de contrôle précisant que la mission solidité a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés des conclusions des rapports de contrôle, attestant de la solidité de l'ouvrage;
- par le rappel des prescriptions annexées au permis de construire ou à l'autorisation de travaux, dans la mesure où celles-ci viennent en atténuation ou en aggravation des dispositions du règlement de sécurité;
- par le rappel des aggravations et des dérogations décidées ou accordées par l'autorité administrative et prévues aux articles R. 123-13 du code de la construction et de l'habitation et GN 4 du règlement de sécurité.

Les autres formes d'émission d'avis peuvent faire l'objet, le cas échéant, d'une explication ou d'une observation complémentaire.

#### *c. Phase de Parfait achèvement*

En phase de garantie de parfait achèvement, le Titulaire exécute l'ensemble des missions prévues au marché subséquent. Il émet des avis sur les levées de réserves et les travaux de parachèvement pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Il met à jour tous les documents en fonction des travaux exécutés pendant cette période.

Lors des périodes de parfait achèvement, pour chacune des missions demandées au présent marché, le bureau de contrôle réalise l'examen des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle, et qui ont fait l'objet de travaux de la part des entreprises intervenant au titre de la garantie de parfait achèvement et de celles intervenant au titre de la maintenance/exploitation.

Il émet sur ces travaux de reprise ou d'entretien des avis techniques préalables à l'intervention et des avis techniques relatifs à leur exécution.

#### *Mise à jour des rapports finaux*

Après la réception et suite aux levées de réserves, le Titulaire met à jour autant de fois que nécessaire les rapports finaux et attestations.

Le bureau de contrôle assiste la maîtrise d'ouvrage pour toutes les réserves ne pouvant être levées pour des raisons structurelles : il propose des solutions pour lever les obstacles et obtenir un avis de réouverture favorable.

Il vérifie que les réserves qu'il a émises sont levées, et met à jour son rapport final autant de fois que nécessaire.

#### *Rapport final de parfait achèvement (RFPA)*

A l'issue de la période de parfait achèvement, le contrôleur technique remettra un rapport qui comprendra le récapitulatif des avis préalables et examens des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle qui ont fait l'objet de travaux pendant cette période. Ce document prendra la forme d'un « Rapport final de parfait achèvement » (RFPA).

## 7.2 Les vérifications techniques

Le contrôleur technique pourra être amené à réaliser des vérifications techniques prévues par l'article R. 123-43 du Code de la Construction et de l'habitation, selon les dispositions de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié (règlement de la sécurité incendie dans les ERP).

Les délais de vérifications techniques sont précisés par ordre de service.

### a. Vérification réglementaire sur mise en demeure (VRMD)

#### *Cadre réglementaire*

- Code de la Construction et de l'Habitation.
- Règlement de sécurité incendie ERP du 1er groupe – articles GE6 à GE10 et articles AS9 et AS10. Règlement de sécurité incendie ERP du 2ème groupe – article PE4.

#### *Contenu de la mission*

Ces vérifications effectuées à la suite d'une mise en demeure après avis de la commission de sécurité consistent:

- à effectuer les vérifications de bon état et de bon fonctionnement de tout ou partie des équipements ou installations désignés ;
- à vérifier la conformité ou la capacité des installations techniques à satisfaire aux exigences réglementaires applicables ou à des prescriptions particulières ;
- à vérifier la conformité ou la capacité des dispositions constructives à satisfaire aux exigences réglementaires ou à des prescriptions particulières.

#### *Forme des avis*

Les avis seront présentés sous forme de tableaux, comprenant :

- une ligne pour chaque point de vérification ;
- une colonne détaillant la nature des vérifications suivant le canevas PREF, Présence, Réalisation, Etat de conservation, Fonctionnement ;
- une colonne avec l'avis : S pour Satisfaisant ; NS pour Non Satisfaisant ; NV pour Non Vérifié ; SO pour Sans Objet ;
- une colonne observations, notamment détaillant les raisons des non vérifications...
- une colonne vierge permettant au mainteneur d'attester, point par point, la levée de la réserve de la ligne correspondante, avec la date de la levée de cette réserve.

#### *Rapport*

**Le rapport de vérifications réglementaires sur mise en demeure (RVRMD) comporte au minimum trois parties:**

- les renseignements d'ordre général et administratif incluant les références au procès-verbal de la commission de sécurité à l'origine de la prescription ou de la mise en demeure;
- les avis relatifs à la conformité, adaptés à la réglementation applicable au moment du dépôt de la demande de permis de construire ou d'autorisation de travaux. En l'absence des justificatifs cités à l'article GN 12 du règlement de sécurité, le vérificateur procède à une estimation des comportements au feu des matériaux et éléments de construction, et les avis sont transmis sous la forme prévue par le présent CCTP. En cas d'impossibilité d'évaluer la conformité, notamment lorsque cette évaluation nécessiterait des essais destructifs non autorisés par l'exploitant, le vérificateur fait apparaître les motifs de l'impossibilité dans son rapport;
- le contenu des vérifications réglementaires en exploitation.

*b. Les vérifications dans les établissements en exploitation (VRE)*

Ces vérifications sont effectuées dans des établissements ouverts au public afin d'informer l'exploitant, par des observations clairement définies, de l'état des installations par rapport au risque d'incendie, afin qu'il prenne toutes dispositions pour remédier aux anomalies constatées.

Ces vérifications, dont le contenu est défini dans les articles spécifiques du règlement de sécurité, ont pour objet de s'assurer, selon le cas:

- de l'existence des moyens nécessaires à l'entretien et à la maintenance des installations et équipements (techniciens désignés, contrats d'entretien, notices, livrets d'entretien, etc.);
- de l'état d'entretien et de maintenance des installations;
- du bon fonctionnement des installations de sécurité;
- de l'existence, du bon fonctionnement, du réglage ou de la manœuvre des dispositifs de sécurité, sous réserve que les vérifications ne nécessitent pas de procéder à des essais destructifs;
- de l'adéquation de l'installation avec les conditions d'exploitation de l'établissement.

A cet effet, l'exploitant doit communiquer à l'organisme agréé le registre de sécurité et les documents techniques prévus à l'article GE 7, § 2, qui lui sont nécessaires.

Les vérifications en exploitation sont effectuées, selon le cas:

- par l'examen des documents afférents à l'entretien et à la maintenance;
- par l'examen visuel des parties accessibles ou rendues accessibles à la demande du vérificateur;
- par des essais de fonctionnement.

Elles peuvent concerner tout ou partie des installations ou équipements techniques d'un établissement selon la demande formulée par l'exploitant ou le chef d'établissement.

Elles ne se substituent pas aux vérifications réglementaires réalisées à l'occasion de travaux neufs, d'aménagements ou de modifications visés aux articles R. 123-22 et R. 123-23 du code de la construction et de l'habitation.

Les vérifications en exploitation font l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE).

Le RVRE comporte au minimum deux parties:

- des renseignements généraux et administratifs concernant l'établissement;
- les constats émis par le(s) vérificateur(s) technique(s).

*Renseignements d'ordre général et administratif*

- identification du propriétaire ou de l'exploitant;
- référence à l'organisme d'accréditation (logo, acronyme...) pour les organismes accrédités;
- références du rapport;
- date de l'émission du rapport;
- désignation et adresse de l'établissement;
- classement de l'établissement (type[s] et catégorie), en précisant l'effectif maximum du public admissible et le ou les documents prévus à l'article GE 7, § 2, ayant permis de déterminer ce classement;
- identification de l'organisme agréé;



- identification du (des) vérificateur(s);
- description sommaire de l'établissement et de(s) l'installation(s) vérifiée(s) comprenant l'historique des principales modifications déclarées par l'exploitant;
- nature et étendue de la vérification effectuée;
- date de la vérification;
- identification des matériels de mesure ou d'essai utilisés;
- existence de mise à jour ou non d'un registre de sécurité.

#### *Résultat des vérifications*

Chaque installation ou partie d'installation vérifiée fait l'objet d'un des avis suivants:

- satisfaisant (S);
- non satisfaisant (NS);
- non vérifié (NV).

**S** : l'avis S exprime le constat d'un maintien de l'état de conformité, acquis lors de la mise en service ou après une transformation importante, d'un établissement ou d'une installation. Il valide un fonctionnement, un entretien et une maintenance des installations et des équipements en adéquation avec les conditions d'exploitation de l'établissement.

Lorsque le vérificateur ne dispose pas des éléments lui permettant d'établir avec certitude le référentiel réglementaire applicable à tout ou partie de l'objet de sa mission, le maintien à l'état de conformité est apprécié par rapport aux dispositions réglementaires en vigueur. Dans ce cas, s'il est constaté un écart, celui-ci ne peut conduire à un avis satisfaisant que s'il ne reflète pas une situation risquant de compromettre la sécurité du public.

**NV** : la non-vérification de l'installation, ou de parties d'installations, pour des raisons d'exploitation ou d'inaccessibilité est signalée et motivée au sein du rapport.

**NS** : cas ne faisant pas l'objet d'un avis satisfaisant ou non vérifié.

Emission des avis:

Les anomalies constatées lors des vérifications donnent lieu à des observations clairement formulées. Lorsque le vérificateur ne dispose pas d'un référentiel réglementaire précis, tel que défini au paragraphe ci-dessus, l'avis formulé doit faire l'objet d'un commentaire suffisamment explicatif.

L'ensemble de ces observations détaillées fait l'objet d'une liste récapitulative établie en début ou en fin de rapport, numérotée en une série unique, avec localisation des parties d'installations concernées.

Lorsque les observations concernent un même type d'installation ou de dispositif de sécurité (clapets, volets, etc.), elles sont regroupées.

### **7.3 Diffusion des documents**

Le Contrôleur technique diffuse copie de ses avis, rapports, etc., au format informatique et papier aux intervenants suivants :

- Maître d'Ouvrage représenté par le Conducteur d'opération,
- Le Contrôleur technique diffuse copie de ses avis, rapports, etc., au format informatique aux intervenants suivants :
- Equipe de maîtrise d'œuvre,

- Coordonnateur SPS,
- Entreprises de travaux,
- Liste non limitative.

Un coordonnateur technique au sein du bureau de contrôle doit vérifier que les rendus des livrables sont complets et envoyés en un seul envoi, produire une synthèse écrite des avis des contrôleurs, et garantir le respect des délais de rendu des livrables.

Une plateforme d'échange de documents (ou espace partagé) peut être mise en place, notamment par la Maîtrise d'Ouvrage. Dans ce cas, le Titulaire télécharge les documents à examiner mis à sa disposition sur cette plate-forme. A ce titre les dossiers DIAG, APS, APD, PRO, ou tout autre document nécessitant son avis peuvent lui être transmis exclusivement par voie informatique.

## **Article 8. Annexes**

---

- Annexe 1 : Liste des bâtiments de l'Université
- Annexe 2 : Plan du site de Nanterre
- Annexe 3 : Plan du site de l'IUT de Ville d'Avray
- Annexe 4 : Plan du site de l'IUT de Saint Cloud